

1 - Localisation du siège de l'exploitation :

Identique à la localisation du demandeur

Sinon, préciser l'adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|_|_|

Commune : _____

2 - Quelle est l'orientation principale de l'exploitation ?

Prenez en compte la ou les productions qui vous ont apporté au moins **les 2/3 du Chiffre d'affaires** de l'année précédant la demande de subvention.

Reportez-vous à l'annexe 1 pour identifier l'OTEX qui vous concerne parmi les OTEX définis :

Libellé de l'OTEX : _____

Code de l'OTEX : |_|_|_|_|_|

3 - Une partie de la commercialisation des pommes de terre produites sur l'exploitation se fait en circuit court ? (pas plus d'un intermédiaire entre le producteur et le consommateur final)

oui non

↳ si oui pourcentage du produit brut de l'année N-1 réalisé en circuit court ? |_|_|_| %

4 - Indicateur national (à remplir obligatoirement)

Votre exploitation comporte-t-elle au moins une personne installée depuis moins de 5 ans ? oui avec DJA oui sans DJA non

5 – Indicateurs (afin de qualifier le nombre de points de sélection)

a) L'exploitation est-elle reconnue en AB ou en cours de conversion, totalement ou partiellement ?

- oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion partiellement
- oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion totalement
- non

b) L'exploitation est-elle engagée dans une démarche de certification environnementale de niveau 2 ou 3 (HVE) ?

- oui, niveau 2 ↳ Précisez : _____
- oui, niveau 3 (certification Haute Valeur Environnementale)
- non

c) L'exploitation produit-elle sous SIQO ?

- oui, Label rouge / Production : _____
- oui, IGP/ Production : _____
- oui, AOP / Production : _____
- oui, CCP / Production : _____
- oui, STG / Production : _____
- oui, autres/ Production : _____
- non, aucune production sous SIQO

d) L'exploitation produit- elle sous une Mention Valorisante (HVE, « produits fermiers »,...) ? oui non

Si oui, nom de la mention valorisante _____
 Production : _____

e) L'exploitation produit-elle sous cahier des charges (tel que CCP, GLOBAL GAP, Saveur en'OR, Terroirs Hauts-de-France) ? oui non

Si oui, Indication du cahier des charges _____
 Production : _____

f) L'exploitation met-elle en œuvre une MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques) système ?

- oui, exploitation engagée
 - non
- Si oui, quel est le code de cette MAEC ? _____

g) L'exploitation met-elle en œuvre une MAEC ?

- oui, exploitation engagée
 - non
- Si oui, quel est le code de cette MAEC ? _____

NATURE DES INVESTISSEMENTS ENVISAGÉS	
Il s'agit d'un projet bâtiment, êtes-vous propriétaire du terrain d'implantation du bâtiment ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non (si non, joindre l'autorisation du propriétaire, même s'il s'agit d'un associé exploitant) <input type="checkbox"/> sans objet
S'agit-il de la rénovation énergétique d'un bâtiment ancien ou de l'équipement d'un bâtiment nouvellement créé ? <i>Dans le cas de l'équipement d'un bâtiment neuf, dont la création est justifiée par le diagnostic préalable, seuls les dépenses liées à l'isolation, à l'étanchéité, à la ventilation, à la réfrigération du bâtiment seront éligibles.</i>	<input type="checkbox"/> bâtiment ancien <input type="checkbox"/> bâtiment neuf
S'il s'agit de la rénovation d'un bâtiment ancien s'agit-il d'un projet de renouvellement d'équipement ? Si oui, précisez le cas de figure :	<input type="checkbox"/> oui
	<input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> la VNC (Valeur Nette Comptable) de l'investissement à renouveler est de 0 à la clôture du dernier exercice comptable (attestation à joindre à la demande) <input type="checkbox"/> aucun des cas de figure précédent (investissement inéligible)
Votre projet concerne-t-il des investissements matériels dans des équipements (non dépendants de l'infrastructure) ?	<input type="checkbox"/> oui
Votre projet comprend-il une part de frais généraux (études, maîtrise d'œuvre, etc.) ?	<input type="checkbox"/> non

DIAGNOSTIC TECHNIQUE ET ENEGETIQUE PREALABLE	
Les porteurs de projets sont soumis à la réalisation préalable d'un diagnostic technique et énergétique du bâtiment tel qu'indiqué dans le cahier des charges de l'appel à projets (seules les diagnostics réalisés par les personnes habilitées seront retenus). Le porteur de projet doit disposer de la synthèse du diagnostic préalable dès le dépôt du dossier.	
Date de réalisation du diagnostic	_ _ _ _ _ _ _ _
Nom du technicien ayant réalisé le diagnostic	_____
Organisme ou entreprise du technicien ayant réalisé le diagnostic	_____
Performance énergétique de l'isolation du stockage	Avant travaux
Valeur coefficient d'isolation global U (K) du bâtiment (en W/m²K)	_ , _ _ W/m²K
	Après travaux suite recommandations
	_ , _ _ W/m²K
Le bâtiment est-il apte à être rénové ?	<input type="checkbox"/> oui
	<input type="checkbox"/> non
Le cas échéant un bâtiment neuf doit-il être réalisé ?	<input type="checkbox"/> oui
	<input type="checkbox"/> non

MONTANT TOTAL DU PROJET			
Montant prévisionnel	Montant prévisionnel HT	Montant éligible HT	
Dépenses de matériels, équipements, installations ^{T1} (sous-total 1)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €	Le montant maximum des dépenses éligibles est indiqué dans le cahier des charges.
Frais généraux ^{T2} (sous-total 2)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €	Les frais généraux sont éligibles dans la limite de 15% du montant total des dépenses éligibles Et des plafonds sont appliqués à certains frais généraux (Cf. page 7 du cahier des charges)
TOTAL (T3)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ € ^{T3}	

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

Il s'agit de justifier de l'effet levier de l'aide.

Celui-ci correspond au montant du projet de rénovation énergétique du bâtiment (seulement les dépenses éligibles) rapporté à la capacité totale d'autofinancement moyenne des 3 derniers exercices.

Capacité d'autofinancement = Résultat de l'exercice + Dotations aux amortissements

	Résultat exercice	Dotations aux amortissements	Capacité d'autofinancement
2018	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €
2019	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €
2020	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €
		Moyenne des 3 derniers exercices	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €
		Montant du projet ^(T3) (dépenses éligibles)	_ _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €
		Effet levier Ratio = montant du projet / CAF moyenne des 3 derniers exercices	_ _

Cadre réservé à l'administration

Montant total du projet	
Ratio effet levier	

CONTRIBUTION AUX PRIORITES TRANSVERSALES DE L'UNION EUROPEENNE

Principes horizontaux		Actions mises en œuvre pour respecter les principes horizontaux	
Égalité Femme /Homme	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	
Égalité des chances et non-discrimination (recrutement de chômeurs longue durée, handicapés, apprentis, etc.)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	
Développement durable	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	

EVOLUTION PREVISIONNELLE DES CARACTERISTIQUES ECONOMIQUES DE L'ENTREPRISE

Si vous avez une comptabilité

	Valeur du dernier exercice	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet
Chiffre d'affaires		
Excédent brut d'exploitation		
Résultat d'exploitation		
Résultat de l'exercice		
Bénéfice ou perte		
Capitaux propres		
Indemnités et subventions d'exploitations (dont remboursement forfaitaire TVA)		
Emprunt auprès des établissements de crédits (à moyen et long terme)		
Ou taux d'endettement à MLT		
Concours bancaires courants et découverts bancaires (dont crédits à court terme)		
Ou taux d'endettement à CT		
Nombre d'unité de main d'œuvre		

Si vous n'avez pas de comptabilité

	Valeur du dernier exercice	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet
Chiffre d'affaires		
Produits d'exploitation		
Charges d'exploitation		
Solde d'exploitation (produits-charges)		
Subventions d'exploitation (dont remboursement forfaitaire TVA)		
Emprunt auprès des établissements de crédits (à moyen et long terme) Ou taux d'endettement à MLT		
Concours bancaires courants et découverts bancaires (dont crédits à court terme) Ou taux d'endettement à CT		
Nombre d'unité de main d'œuvre		

COMPLEMENT D'INFORMATIONS EN LIEN AVEC LA SELECTION ET LA PRIORISATION DU DOSSIER

Critères	Définition du critère	Cocher la case appropriée		Rappel du nombre de point	Auto-notation	Pièces justificatives à fournir	Cocher si pièce fournie
		<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non				
Projet porté par un JA ⁽¹⁾	Présence d'un J.A. au sens du Code Rural ou Jeune ayant suivi un parcours d'installation ou en cours de parcours d'installation	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	30		CJA+PE ou RJA+PE ou notification ARSI (parcours régional) (Dossier d'aide à l'installation doit être accepté CRPI ou être passé en délibération au moment du passage du dossier en CUP ou attestation de validation du PPP (à fournir au moment du CUP)	<input type="checkbox"/>
	Présence d'un nouvel installé depuis moins de 5 ans hors parcours	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	10		Attestation affiliation MSA	<input type="checkbox"/>
Primo demandeur	Demandeur n'ayant pas bénéficié d'une aide au titre d'un investissement couvert par le TO au cours des trois dernières années civiles précédant le dépôt du dossier	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	30		Vérification par le GUSI dans OSIRIS	<input type="checkbox"/>
Démarche collective	Membre d'un collectif (GIEE, groupe 30000, groupe lauréat d'un appel à projet Agence de l'Eau, réseau Dechy, groupe opérationnel au titre de la mesure 16/PEI) OU adhérent à une CUMA ou à un GEDA ou CETA dédiés pommes de terre.	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	30		Attestation de la part du GIEE, ou du coordinateur du réseau DEPHY, ou de l'Agence de l'Eau, ou du GO Exemples de matériels de la CUMA dédiée pommes de terre spécifiques type Arracheuse par tamisage automotrice, ou Arracheuse par tamisage traînée, Trémies de réception, Planteuses à godets, Broyeuses de fanes, Bandes transporteuses, ... Pour les GEDA/CETA : statuts de l'association	<input type="checkbox"/>
Démarche(s) de certification	Exploitation : <ul style="list-style-type: none"> engagée dans une démarche CCP ou engagée dans une certification environnementale niveau 2, VDC (reconnu HVE 2), 	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	20		<u>Attestation de :</u> CCP, ou GLOBAL GAP, ou de « Terroirs Hauts-de-France », ou de « Saveurs en 'Or », ou copie de l'attestation HVE2	<input type="checkbox"/>
	Exploitation : <ul style="list-style-type: none"> ou avec une production d'une marque répondant au cahier des charges GLOBAL GAP, ou engagée dans une autre démarche privée certifiées par un tiers ou avec une production sous la marque «Terroirs Hauts-de-France», «Saveurs en 'Or» 	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	10			
Circuit court	Projet porté par une exploitation pour laquelle au moins 20% du CA est généré par une démarche de circuit court (du dernier exercice de l'exploitation)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	30		Attestation comptable du dernier exercice de l'exploitation	<input type="checkbox"/>
	Projet porté par une exploitation pour laquelle au moins 10% du CA est généré par une démarche de circuit court (du dernier exercice de l'exploitation)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	10			<input type="checkbox"/>
Effet levier de l'aide. Montant du projet de rénovation énergétique du bâtiment rapporté à	Calculé à l'aide d'un ratio entre le montant total du projet d'investissement (dépenses éligibles) et la capacité de financement du porteur de projet. Ratio : « montant du	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	30		Attestation comptable certifiée	<input type="checkbox"/>

la capacité totale d'autofinancement	projet / CAF (moyenne des 3 derniers exercices) ». Ratio >= 6 <i>Calcul de la capacité d'autofinancement à partir du résultat net :</i> <i>Capacité d'autofinancement (CAF) = Résultat de l'exercice + Dotations aux amortissements</i>						
Démarche territoriale	Contractualisation interprofessionnelle supérieure ou égale à 30% de la production de l'exploitant : Existence d'un contrat entre le Bénéficiaire / Producteurs – Coopératives – IAA/Transformateurs/Négociant	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	40		Copie du contrat	<input type="checkbox"/>
Contrats agroenvironnementaux	Projet porté par une exploitation ayant souscrit un contrat MAEC : • systèmes • ou de semis direct sous couvert végétal • ou réduction d'intrants	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	30		Copie du contrat MAE	<input type="checkbox"/>
	Projet porté par une exploitation ayant souscrit un autre type de contrat MAEC	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	20			<input type="checkbox"/>
Démarche environnementale	Projet porté par une exploitation avec une certification HVE 3	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	40		Copie de la certification HVE 3	<input type="checkbox"/>
Economie d'énergie	Atteinte d'un niveau notable de performance d'isolation thermique Coefficient d'isolation global du bâtiment comprise entre 0,40 W/m²K et 0,30 W/m²K	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	20		Seuils à atteindre après rénovation sur présentation des devis et du diagnostic préalable	<input type="checkbox"/>
	Performance énergétique de l'isolation du stockage	Atteinte d'un niveau exemplaire de performance d'isolation thermique Coefficient d'isolation global du bâtiment strictement inférieur à 0,30 W/m²K (si uniquement ventilation avec air extérieur) ou strictement inférieur à 0,25 W/m²K (si présence d'un groupe froid)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non			
Prise en compte Bioéconomie	Utilisation de matériaux biosourcés	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	10		L'usage des matériaux biosourcés doit être compatible avec l'utilisation des produits antigerminatifs dans des bâtiments pommes de terre ayant une forte hygrométrie	<input type="checkbox"/>
TOTAL auto-notation (2)						/330 points	

(1) Il est possible d'obtenir des points que d'un seul détail de critère

(2) Pour rappel, le seuil de sélection est fixé à 60 points sur un total de 330 points

Pensez à joindre toutes les pièces justificatives dans les cas où vous avez coché la case d'un critère.

Critères supplémentaires de priorisation

Projet individuel :

Période de référence, date de clôture de votre dernier exercice comptable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Sur cette période, € montant du chiffre d'affaires (CA) annuel : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| €

€ nombre d'unités de main d'œuvre (UMO) sur l'exploitation : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Ratio CA / UMO : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Cas des nouveaux installés : si cette donnée n'est pas disponible, cocher cette case :

Projet collectif :

Nombre d'exploitations agricoles regroupées : |_|_|_|

Pour les CUMA :

Nombre d'adhérents exploitants agricoles : |_|_|_|_|

Encours de l'année précédente : |_|_|_|_| |_|_|_|_|

Ratio (Encours de l'année précédentes/Nbre adhérents) = |_|_|_|_|

ENGAGEMENTS / OBLIGATIONS DU DEMANDEUR

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides au titre du TO 040101 « Investissements productifs en faveur de la réduction des impacts environnementaux et climatiques » \ TO 4.1.A « Investissements visant à la réduction des impacts environnementaux et climatiques »

Je certifie (nous certifions) l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements ;
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « Plan de financement prévisionnel » ;
- avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information, des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points ;
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'exploitation et jusqu'à la date de dépôt de la demande ;
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural ;
- respecter les conditions d'âge : être âgé d'au moins 18 ans au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de ma demande ;
- respecter les normes minimales attachées à mon projet ;
- ne pas faire l'objet d'une procédure collective (ex : redressement, liquidation...) liée à des difficultés économiques, et ne pas être considéré comme une entreprise en difficulté au regard de la réglementation européenne des aides d'État (l'article 2 du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 ;
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidature et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure ;

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération ;
- à informer le GUSI de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- respecter les normes communautaires applicables à l'investissement concerné en matière sanitaire, environnementale, de sécurité ;
- à respecter les normes minimales dans les domaines du bien-être et de l'hygiène des animaux, de l'environnement et de l'énergie ou des règles d'urbanisme ; applicables à l'investissement projeté pendant la durée de l'engagement de conservation ;
- associer les financeurs à toute opération de communication relative au projet ;
- ne pas demander une aide publique européenne pour l'investissement concerné dans un autre dispositif (Programme opérationnel de l'OCM fruits et légumes, dispositifs gérés par FranceAgriMer, ...) ;
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits - nationaux ou européens -, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » ;
- à respecter les obligations de publicité d'une aide européenne telles que décrites à l'annexe III du règlement européen délégué 808/2014 (le guide des obligations de communication pour les subventions FEADER est téléchargeable à l'adresse suivante : <https://europe-en-hautsdefrance.eu/kit-de-communication/feader/> ;
- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter du dernier paiement de l'aide ;
- à me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes ;
- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les matériels, installations et investissements ayant bénéficié des aides ainsi que pendant une durée de cinq ans à compter de la date du dernier paiement ; Si le matériel est devenu obsolète ou est endommagé le remplacer par un nouveau matériel assurant la même fonction et dont le prix d'achat est supérieur au prix de revente de l'ancien matériel et le conserver jusqu'à la fin de la période initiale d'engagement. Le nouveau matériel ne pourra faire l'objet d'aucune aide ;
- à poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural et tout particulièrement l'activité ou la production ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date du dernier paiement ;
- notifier, auprès du service instructeur, toute cession dans les six mois suivant le transfert de propriété ;
- souscrire à ces engagements sur une durée de cinq années qui seront vérifiés au moment de la demande du solde même si celle-ci intervient avant le terme des cinq ans. Cependant, les engagements pris peuvent être contrôlés par les corps de contrôle et ce, jusqu'au terme des 5 ans à compter de la date du dernier paiement.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que :

- cette demande d'aide ne vaut pas obtention de subvention ;
- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur ;
- que les dossiers subiront une sélection et que certains pourront ne pas être soutenus. En cas de réponse défavorable à cette demande, je pourrai (nous pourrons) avoir la possibilité de la renouveler dans le cadre d'un autre appel à projets **sous réserve que les travaux ne soient pas démarrés** ;
- tout commencement des investissements et/ou travaux (signature de devis, bons de commande, etc.) avant le dépôt de la demande entraîne automatiquement l'inéligibilité des dépenses correspondantes, à l'exception des frais généraux
- en cas de non réalisation des études de projets éventuellement prévues dans le présent dossier de demande de subvention, l'obtention de cette subvention sera rendue caduque ;
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013, l'Etat ou la Région Hauts-de-France sont susceptibles de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER. Dans ce cas, mon (notre) nom, mon (notre) adresse et le montant de mes (nos) aides perçues resteraient en ligne sur le site Internet du ministère en charge de l'Agriculture pendant 2 ans. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration :

- j'autorise
- je n'autorise pas ⁽¹⁾ l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant

(1) Dans ce cas, je suis informé(e) qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez-vous adresser à la DDT(M) du département du siège de votre exploitation.

Fait à _____

le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Nom, prénom

et signature du demandeur

(en cas de forme sociétaire, nom, prénom et signature de tous les membres ou pour les GAEC ou du représentant légal en cas de délégation)

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièce justificatives	Type de demandeur concerné	Colonnes à votre disposition pour vérifier la complétude de votre dossier	
		Pièce jointe	Sans objet
Pièces liées au demandeur			
Exemplaire original de la demande complétée et signé	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Copie de la carte d'identité ou du passeport en cours de validité	Tous projets et pour chaque associé en cas de forme sociétaire	<input type="checkbox"/>	
Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables	Tous projets (confère annexe 5)	<input type="checkbox"/>	
Justificatif de domicile récent si l'adresse communiquée est différente de celle du siège d'exploitation	Tous, si adresse différente du siège d'exploitation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
K-bis à jour	Pour les formes sociétaires, associations, GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie des statuts	Pour les formes sociétaires, associations, GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration en préfecture	Association, GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arrêté de reconnaissance et la liste des agriculteurs affiliés	GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Agrément coopératif ou autre preuve d'existence	CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et à engager la structure	Pour les formes sociétaires, associations, GIEE, CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste adhérents CUMA participant au projet	CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif de paiement des cotisations sociales	Tous projets sauf CUMA. Pour la société et pour chaque associé exploitant. <i>Se rapprocher de la MSA dont vous relevez</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certificat de conformité d'installation (CJA)	JA bénéficiaires des aides à l'installation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accusé de réception du dossier d'installation aidée	JA en cours d'installation au moment du dépôt du dossier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
RJA	JA en cours d'installation au moment du dépôt du dossier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Notification de l'Aide Régionale Spécifique à l'Installation (ARSI)	Nouvel installé		
Attestation affiliation MSA	Nouvel Installé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certification biologique ou contrat de conversion	Exploitation agricole proposant des produits de l'Agriculture Biologique ou en conversion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certification autre système de qualité	Exploitation agricole proposant des produits sous un autre système de la qualité et de l'origine (AOP / AOC / Label Rouge / IGP)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certification HVE, CCP, Saveurs En'Or, Terroirs Hauts de France, GLOBAL CAP	Exploitation agricole HVE niveau 2 ou 3 Exploitation agricole proposant des produits sous CCP, sous la marque Saveurs en'Or ou Terroirs Hauts de France, respectant le cahier des charges GLOBAL CAP	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certification des produits de l'exploitation réalisée par un tiers indépendant	Exploitation agricole proposant des produits sous certification démarche privée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision d'engagement MAE	Pour les producteurs engagés dans une MAE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie du contrat MAE	Pour les producteurs n'ayant pas encore reçu leur attestation d'engagement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie du contrat de la démarche de Paiements pour Services Environnementaux (PSE)	Exploitation inscrite dans une démarche de Paiements pour Services Environnementaux (PSE)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Documents comptables (éléments comptable et plaquette) : dernière liasse fiscale complète ou les derniers bilans et compte de résultats approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Pièces liées à la demande			
Devis estimatifs détaillés et en français des travaux ou investissements y compris les devis portant sur les investissements immatériels (classés par n° de devis)	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Diagnostic technique et énergétique préalable	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Autres diagnostics non obligatoires	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Devis pour la plantation d'une surface boisée ou pour l'achat de plants, précisant la localisation prévue des plantations (pour les projets sur les départements du Nord et du Pas-de-Calais)	Tous projets situés dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Argumentaire devis	Tous projets si votre choix se porte sur un autre choix que le devis le moins cher	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Engagement bancaire du projet	Projets au-delà de 15 000 €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation bancaire de capacité d'autofinancement	Si un emprunt n'a pas été consenti, pour les projets au-dessus de 15 000 €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
PE ou PDE	JA dont le projet pour lequel le dossier est déposé est inscrit dans son PE ou PDE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie des dossiers de demande de financement public déposés auprès d'autres organismes ou institutions et accusés de réception correspondants	Tous projets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de dépôt du permis de construire ou de déclaration de travaux	Projet présentant des aménagements immobiliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux	Projet présentant des aménagements immobiliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Extrait cadastral ou acte de propriété ou autre pièce justificative	Tous projets pour rénovation d'un bâtiment ancien	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de situation et plan de masse des travaux avant et après projet (doit préciser les emplacements des ouvrages de stockage d'effluents et leur capacité)	Projet présentant des aménagements immobiliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan des aménagements intérieurs	Projet présentant des aménagements immobiliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan avant travaux et après travaux	Projet présentant des aménagements immobiliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire	En cas de construction sur un terrain n'appartenant pas au demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration ou autorisation relative aux installations classées ou récépissé de dépôt en cas de nouvelle demande	Demandeurs concernés par ces réglementations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation VNC nulle à la clôture du dernier exercice	En cas de renouvellement avec augmentation de la performance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces liées à la sélection			
Ces pièces sont listées en page 17 et 18			



ANNEXE : ATTESTATION SUR L'HONNEUR PORTANT SUR LE RESPECT DES OBLIGATIONS LEGALES, ADMINISTRATIVES, SOCIALES, FISCALES ET COMPTABLES

Nom – Prénom du demandeur :

Nom – Prénom du représentant légal :

Adresse :

CP- Ville :

N° SIRET :

N° fiscal :

Votre numéro fiscal figure sur votre dernier avis d'imposition, dans le cadre intitulé «vos références». Ce numéro est composé de 13 chiffres suivis d'une lettre.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du ministère de l'action et des comptes publics du 21 août 2018, pris en application de l'article 3 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement :

J'atteste sur l'honneur que l'organisme / l'entreprise que je représente est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables

Je prends connaissance des informations suivantes (art. L114-8 et L114-10 du code des relations entre le public et l'administration – CRPA -) :

- L'administration se procure directement auprès d'autres administrations les informations ou données justificatives de cette attestation de l'honneur.
- Le demandeur peut exercer son droit d'accès et de rectification sur les informations et données concernées.
- En cas d'impossibilité technique à l'obtention des données directement auprès d'une autre administration, il est possible que le service instructeur les réclame au demandeur
- Les échanges entre administrations se font dans les conditions suivantes (art. L114-9 ; R114-9-5 et R114-9-6 du CRPA) :
 - Sous forme électronique, par traitement automatisé assurant la traçabilité des échanges,
 - Mise en œuvre du Référentiel Général de Sécurité (RGS)

Fait à _____

le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Nom, prénom

et signature du demandeur

(en cas de forme sociétaire, nom, prénom et signature de tous les membres ou du représentant légal en cas de délégation)